



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 24/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF - CCG Blénod

RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF
BP 115
54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

Référence : AML/NW/2232_2022
Code AIOT : 00062.00067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement EDF - CCG Blénod implanté RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 - 54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON. L'inspection a été annoncée le 28/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF - CCG Blénod
- RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 - 54700 BLENOD -LES-PONT-A-MOUSSON
- Code AIOT : 00062.00067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EDF exploite une centrale à cycle combiné gaz sur le territoire de la commune de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation d'eau, sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre d'une action relative aux rejets de substances dangereuses dans les eaux, la DREAL Grand Est a interrogé la société EDF sur les eaux de purges des tours aéroréfrigérantes (TAR), notamment sur la présence de bromures. EDF signale que les produits de traitement des TAR ne contiennent pas de bromures, le traitement s'effectuant uniquement à l'eau de javel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 34-2	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
3	Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs	Arrêté Ministériel du 06/03/2007	/	Sans objet
4	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.2	/	Sans objet
6	Déclenchement du seuil d'alerte renforcé	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.3	/	Sans objet
7	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.4	/	Sans objet
8	Bilan	Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur la thématique "sécheresse" a montré que la société EDF, bien que l'installation soit en maintenance décennale, met en oeuvre les dispositions prévues par son arrêté préfectoral.

De plus, EDF a lancé une étude technico-économique visant à identifier des pistes de réduction et d'optimisation de l'utilisation de la ressource en eau. L'exploitant transmettra cette étude à l'administration dès finalisation et au plus tard avant le 30 avril 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 34-2
Thème(s) : Risques chroniques, Usages de l'eau - Ressources prélevées - Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prélèvements : MOSELLE - Eau industrielle - Consommation journalière : Moyenne 520 m ³ /h - Maxi 1 040 m ³ /h Eau de forage : Eau potable - Consommation journalière : Moyenne 0,30 m ³ /h - Maxi 20 m ³ /h
Constats : L'installation prélève l'eau industrielle dans la Moselle environ 2 millions de m ³ par an avec un prélèvement horaire ne dépassant pas 1 040 m ³ (Déclarations GEREP – 2019: 2 148 769 m ³ ; 2020: 2 250 796 m ³ ; 2021 : 1 699 285 m ³). L'eau prélevée est principalement utilisée sur site pour l'appoint des tours aéroréfrigérantes. L'eau potable n'est plus issu du forage, auquel il est fait référence dans l'arrêté; les eaux à usage sanitaire sont désormais prélevées sur le réseau public et représentent une consommation moyenne annuelle de 2 500 m ³ . Le forage, implanté sur l'ancien site du Centre de Protection Thermique (CPT), n'est plus utilisé depuis l'arrêt de la centrale au charbon. Il sera mis en sécurité conformément au mémoire de cessation d'activité du CPT, transmis à l'administration le 15 septembre 2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur - Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le prélèvement sur le réseau public fait l'objet d'un relevé mensuel. En ce qui concerne le prélèvement dans la Moselle, ce dernier est équipé de 2 débitmètres relié à un système d'alarme qui se déclenche en cas d'atteinte imminente du débit maxi fixé dans l'arrêté d'autorisation du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/03/2007 , article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs totalisateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les instruments utilisés à l'occasion de l'une au moins des opérations visées à l'article 1er du décret du 3 mai 2001 susvisé sont soumis : - au contrôle en service ; - à la vérification primitive pour les instruments réparés. Toutefois, les compteurs utilisés uniquement dans le cadre de la fourniture d'eau pour la défense contre les incendies ne sont pas soumis au contrôle en service. Le contrôle en service consiste en la vérification périodique ou, le cas échéant, en le contrôle des instruments en service par leur détenteur, dans les conditions prévues à l'article 18.
Constats : Les dispositifs totalisateurs font l'objet d'une vérification annuelle et d'un remplacement tous les 7 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an.
Constats : L'exploitant déclare correctement les informations d'approvisionnement en eau sous l'application GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclenchement du seuil d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte - Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau, • Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, • Interdiction de laver les véhicules de l'établissement, • Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire, • Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau, • Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau, • Interdiction de fonctionnement en circuit ouvert des équipements aéroréfrigérants visés à la rubrique 2921, même en cas de dépassement des concentrations de 1 000 et 100 000 UFC/l, sauf autorisation explicite du préfet, • Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents. <p>Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, dans le délai maximal d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté Préfectoral d'autorisation. • Le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement), • Le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T°, • Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site, • Le débit en marche dégradée, • Le débit de sécurité si existant, • La période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ... <p>Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).</p> <p>Constats : Suite au mail d'information du dépassement du seuil d'alerte sécheresse pour la zone de gestion de la Moselle aval, Orne, Nied et Seille, l'exploitant a mis en œuvre les dispositions prévues par son arrêté préfectoral.</p> <p>Il a transmis, à l'inspection des installations classées, sous une semaine après le déclenchement de l'alerte, un rapport accompagné de l'ensemble des éléments listés dans son arrêté préfectoral. Dans ce rapport l'exploitant, a informé l'inspection que le site se trouve en maintenance décennale, ce qui entraîne un prélèvement d'eau quasi nul pour les eaux industrielles et une légère augmentation de la consommation d'eau potable induite par l'augmentation de l'effectif présent sur site. Le site sera en arrêt d'avril à début septembre 2022.</p> <p>L'exploitant a également rempli le formulaire sur le site "Démarches simplifiées" de façon succincte car le canevas n'est pas adapté (site à l'arrêt) et compatible avec les données qu'il doit fournir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclenchement du seuil d'alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte Renforcée - Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte (citées à l'article 4.1.4.2 ci-dessus) De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'article 4.1.4.2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.
Constats : Site à l'arrêt pour maintenance décennale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Crise - Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée (citées à l'article 4.1.4.3 ci-dessus) nonobstant d'autres mesures qui pourraient être prises par le Préfet.
Constats : Site à l'arrêt pour maintenance décennale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2018, article 4.1.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans de l'épisode sécheresse (après chaque déclenchement et fin)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un bilan environnemental sur l'application des mesures prises est établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation d'alerte. Il porte un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées dans le délai maximal d'un mois.»
Constats : Le site ayant été à l'arrêt d'avril à début septembre 2022, le bilan de cette année n'est pas représentatif. Toutefois, l'exploitant réfléchit à des pistes de réduction et d'optimisation de l'utilisation de l'eau, une étude technico-économique est lancée en ce sens.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet